



**29 JUIL. 2020**

<b>Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées</b>		
<b>Référence :</b> 20200709-RAPINS-15-106-LAFA.odt		
<b>Nom et adresse de l'établissement contrôlé</b>		<b>Code DREAL</b>
Entreprise : LAFA Collectivités Adresse du site inspecté : 40, Av. Georges Pompidou 15 000 AURILLAC SIREN : 749 981 684		S3IC 56.137 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED
<b>Activité principale :</b> Fabrication de meubles destinés aux collectivités		
<b>Date du contrôle :</b> 29 juin 2020		
<b>Inspecteur :</b> Catherine GIRARD-MORZIERE		
<b>Type de contrôle</b>		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
<b>Circonstances du contrôle</b>		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input type="checkbox"/> Plainte <input checked="" type="checkbox"/> Autre : contrôle inopiné air/eau
<b>Thèmes du contrôle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suite de l'inspection du 22 mai 2017</li> <li>- contrôles inopinés air/eau</li> </ul>		
<b>Principales installations contrôlées :</b> l'ensemble du site a été inspecté.		
<b>Référentiel du contrôle</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Code de l'Environnement,</li> <li>• Arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-1244 du 17 juillet 2008</li> </ul>		
<b>Personne rencontrée et fonction</b>		
<b>Nom</b>	<b>Société</b>	<b>Qualité</b>
M. BARRAULT François	LAFA COLLECTIVITES	HQSE
<b>Copies</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Préfecture du Cantal	

## I – Synthèse de la visite et des constatations

Le site de la société LAFA Collectivités a fait l'objet lors des deux dernières inspections le 19 juin 2012 et le 22 mai 2017 d'un relevé de non-conformités persistantes. La société LAFA Collectivités n'a pas adressé à Mme Le Préfet du Cantal de justificatifs et/ou d'études complémentaires qui pourraient attester du respect de la réglementation sur ce site.

### 1) Classement vis-à-vis de la nomenclature des ICPE :

La demande de réactualisation des rubriques de la nomenclature a été formulée lors de l'inspection précédente, le 22 mai 2017.

Le tableau de réactualisation des rubriques est présentée lors de l'inspection objet du présent rapport par M. BARRAULT.

Il est à nouveau rappelé que cette proposition doit faire l'objet d'un courrier à l'attention de Mme Le Préfet du Cantal et devra :

- être argumentée en prenant comme situation initiale l'arrêté n°2008-1244 du 17 juillet 2008 et les évolutions réglementaires d'une part et celles des conditions d'exploitation d'autre part.
- être accompagnée d'un plan détaillé des activités sur lequel sera reporté les rubriques concernées ainsi qu'un plan des réseaux à jour.

À noter, que certaines quantités ont été diminuées par l'exploitant (cf mention soit une diminution de ... dans le tableau ci-après) entre la proposition de classement présentée lors du contrôle et les quantités prévues dans l'arrêté d'autorisation.

Après instruction du courrier adressé par l'exploitant à Mme Le Préfet du Cantal, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera établi par l'inspection des installations classées.

D'après les éléments transmis, le classement de ce site serait le suivant :

Rubrique	Intitulé	Régime & volume associé
2566-1a	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique : 1. La capacité volumique du four étant : a. Supérieure à 2 000 l	A (5 400 L)
2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW	E (1 009 kW)
2563	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1. Supérieure à 7 500 l	E (10 500 L)
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	E (16 300 L soit une diminution de 2 700 L).
2940-2a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.	E (207 kg/j soit une diminution d'environ

	2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/ j	40 kg/j.)
2940-3b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 200 kg/ j	E (361 kg/j soit une diminution de 139 kg/j.)
1530-3	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. 3. Supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³	D (2 228 m³)
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW	DC (760 kW)
2910-a2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	DC (2,9 MW soit une diminution de 2,9 MW)
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	D (2,8 t)

(A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, DC : déclaration contrôlée)

## 2) Rapport de vérification électrique

Dans le rapport de vérification électrique relatif au dernier contrôle (26/12/2019 au 07/01/2020), l'APAVE conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. De plus, l'ensemble des points de non-conformités relevé par l'APAVE avait déjà été relevé lors des précédents contrôles.

Il est impératif que l'exploitant mette en place un plan d'actions correctives pour solder ces non-conformités.

Il n'est pas fait mention sur le rapport de vérification électrique de la présence de zone ATEX sur le site, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le plan de zonage ATEX doit être remis aux entreprises intervenant dans son établissement ainsi qu'à l'organisme missionné pour le contrôle des installations électriques afin qu'il s'assure que dans les zones concernées que les appareils sont compatibles avec ce risque (remarque déjà formulée le 22 mai 2017).



### 3) Analyse du risque foudre

L'article 16 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation précise quelles sont les installations classées soumises aux dispositions de la section III dudit arrêté.

Considérant le classement tel qu'il a été proposé lors de l'inspection, ce site étant soumis à autorisation au titre de la rubrique n°2566-1a, ce site est toujours soumis à la réglementation relative à la protection contre la foudre, l'article 7.3.2.6. de l'AP n°08-1244 du 17 juillet 2008 est donc pleinement justifié sur ce site.

Par conséquent, comme mentionné dans les rapports des précédentes inspections du 19 juin 2012 et du 22 mai 2017, l'exploitant doit mettre en œuvre les travaux préconisés par l'étude technique foudre réalisée en 2010 par l'APAVE, puis à l'issue des travaux, un organisme extérieur, différent de l'auteur de l'étude citée supra et de l'installateur, devra vérifier la conformité du site vis-à-vis du risque foudre. Une copie du rapport de cette étude sera adressé à l'Inspection des Installations Classées dès réception par l'exploitant.

### 4) Protection incendie – travaux d'études relatifs au compartimentage du bâtiment 3 et à l'aménagement de trappes de désenfumage et de cantonnement des fumées :

Compte tenu du montant des travaux, estimé en 2012, pour la mise en place de trappes de désenfumage, l'exploitant devait adresser un dossier de demande de dérogation complet et argumenté, accompagné d'un échéancier des travaux (dérogation à la règle des 2 % de la surface géométrique de la toiture figurant à l'article 7.3.2.4 de l'AP pour appliquer la règle des 1 % de la dite surface en référence à l'article R. 4216-13 du Code du Travail).

Lors de l'inspection du 22 mai 2017, un délai supplémentaire a été accordé à l'exploitant pour produire ce dossier ou se mettre en conformité.

Lors de l'inspection du 30 juin 2020, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne s'est pas mis en conformité avec l'article 7.3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et n'a pas transmis de demande de dérogation.

### 5) Campagne de contrôles inopinés air – eau

L'exploitant n'a pas donné suite aux deux courriers du 31 janvier 2020 dans lesquels l'Inspection des installations classées lui précisait les conditions de déroulement des campagnes de contrôles inopinés et lui demandait de choisir dans un délai de 2 mois le prestataire.

Compte-tenu de la situation liée à la pandémie, et à titre exceptionnel, une demande doit être adressée par l'exploitant à l'attention de Mme Le Préfet du Cantal, pour demander un report de ces deux contrôles en 2021. Cependant, cela n'exonère pas, pour l'année 2020, l'exploitant de procéder aux suivis de ses rejets comme prévu dans son arrêté préfectoral.

Sans demande express de la part de l'exploitant avant le 1<sup>er</sup> septembre 2020, deux prestataires seront désignés d'office par la DREAL.

## II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Compte-tenu que depuis 2012 et en dépit de nouveaux délais accordés en 2017, l'exploitant n'a toujours pas mis en œuvre un plan d'action pour lever les non-conformités majeures, l'inspection des installations classées va proposer à Mme Le Préfet du Cantal de notifier à la société LAFA Collectivités un arrêté préfectoral de mise en demeure.

<b>Inspecteur</b> L'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées  C. GIRARD-MORZIERE	<b>Vérificateur</b> L'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées  F. CHAZOT	<b>Approbateur</b> Pour la directrice, le chef délégué de l'unité interdépartementale Cantal Allier Puy-de-Dôme  F. CHAZOT 29 JUL 2020
--	---	---

**Annexe : Constatations réalisées lors de l'inspection du 29 juin 2020**  
Société LAFA COLLECTIVITÉS

Constatations :				
n°	Réf réglementaire n°art/texte	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite	Conclusion
1	L. 513-1 du Code de l'Environnement	Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.	En dépit des nombreuses évolutions des rubriques de la nomenclature, l'exploitant n'a jamais demandé à bénéficier de l'antériorité de son classement.  <i>Demande de réactualisation émise lors de l'inspection de 2017.</i>	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure <b><u>Délai de mise en conformité :</u></b> <b><u>avant le 30 septembre 2020</u></b>
2	Art. 7.3.2.4 de l'AP n°08-1244 du 17 juillet 2008	les locaux abritant la chaufferie, le traitement de surface et les magasins de stockages (produits finis et matières premières du bâtiment 3) sont équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.  Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.	L'exploitant n'a jamais réalisé les travaux en prenant en compte cette prescription, ni demandé une dérogation accompagnée d'un échéancier des travaux.  <i>Écart relevé lors des 2 inspections précédente.</i>	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure <b><u>Délai de mise en conformité :</u></b> <b><u>avant le 1<sup>er</sup> avril 2021</u></b>

Constatations :				
n°	Réf réglementaire n°art/texte	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite	Conclusion
3	Article 7.3.2.6 de l'AP n°08-1244 du 17 juillet 2008  Article 16 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié	<p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.</p> <p>L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaire aux installations. Toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'analyse du risque foudre conduit à une mise à jour de cette dernière.</p> <p>Sur la base de l'analyse du risque foudre, un organisme technique compétent réalise une étude technique définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection (lieu d'implantation, modalités de vérification et de maintenance). Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique et actualisée au besoin après réalisation des dispositifs de protection. Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme en vigueur dans un État membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent. Une vérification complète est réalisée par un organisme compétent, distinct de l'installateur, dans les 6 mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle annuelle est réalisée par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si une remise en état est nécessaire, elle doit être réalisée dans un délai d'un mois.</p>	<p>Cette problématique n'a pas été traitée par l'exploitant.</p> <p><i>Écart relevé lors des 2 inspections précédentes.</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure</p> <p><b><u>Délai de mise en conformité :</u></b> <b><u>avant le 1<sup>er</sup> avril 2021</u></b></p>

Constatations :				
n°	Réf réglementaire n°art/texte	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite	Conclusion
4	Art. 7.3.2.5.2. de l'AP n°08-1244 du 17 juillet 2008	<p><u>Zones à atmosphère explosible</u></p> <p>Conformément à l'article 7.2.2 ci-dessus, l'exploitant définit sous sa responsabilité les zones pouvant présenter des risques d'incendie et/ou d'explosion. Il distingue 3 types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les zones à risque permanent ou fréquent,</li> <li>– les zones à risque occasionnel,</li> <li>– les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.</li> </ul> <p>Le zonage des installations est réalisé selon les dispositions de la directive 1999/92/CE du 16 décembre 1999, dite ATEX. Il est porté à connaissance de l'organisme en charge de la vérification des installations électriques.</p> <p>Les nouveaux matériels mis en place dans les atmosphères explosives doivent être réduits au minimum et être conformes aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive,</li> <li>– décret 2002-1553 du 24 décembre 2002, (JO du 29 décembre 2002) relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail et modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code du travail,</li> <li>– arrêté du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive.</li> </ul> <p>Les matériels déjà en place et conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 peuvent être conservés.</p>	<p>La personne rencontrée n'a pas pu fournir le plan mentionnant les zones considérées à risques, ni justifier que le zonage ATEX avait été porté à la connaissance de l'organisme chargé du contrôle électrique.</p> <p><i>Écart relevé lors de l'inspection précédente.</i></p>	<p><input type="checkbox"/> Pas d'observation  <input type="checkbox"/> Observation  <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité  <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure</p> <p><b><u>Délai de mise en conformité :</u></b>  <b><u>avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021</u></b></p>



Constatations :				
n°	Réf réglementaire n°art/texte	Détails ou objectifs de la prescription contrôlée	Constats lors de la visite	Conclusion
5	Article 7.3.2.5.1 de l'AP n°08-1244 du 17 juillet 2008	<p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p>	Le rapport de contrôle de l'Apave conclut que l'installation électrique peut être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion. De nombreuses non-conformités (24) ont été relevés et ceci de manière persistante au fil des contrôles.	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input checked="" type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure <u>Délai de mise en conformité :</u> <u>avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021</u>
6	Chapitre 2.7 – Contrôles et analyses de l'AP n°08-1244 du 17 juillet 2008	<p>Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements ou des analyses soient effectuées par un organisme agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation par un organisme agréé à cet effet, d'un contrôle inopiné des effluents aqueux ou atmosphériques.</p>	<p>L'exploitant n'a pas donné suite aux deux courriers de la DREAL l'informant de la procédure relative aux contrôles inopinés pour l'année 2020, et n'a pas désigné les deux prestataires avant le 31 mars 2020.</p> <p>L'exploitant doit adresser à Mme Le Préfet, avant le 1<sup>er</sup> septembre une demande de report de ces contrôles à l'année 2021 (dérogation possible dans le contexte de la pandémie à titre exceptionnel) ; faute de quoi deux prestataires seront désignés d'office par la DREAL.</p>	<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure <u>Délai de mise en conformité :</u> <u>avant le 1<sup>er</sup> septembre 2020</u>